

**Cybersécurité - Élection
présidentielle de 2017 - Réponse de
M. Bruno Le Roux, ministre de
l'intérieur, à une question au Sénat**
(Paris, 23 février 2017)

Monsieur le Sénateur, la sécurisation de l'élection présidentielle, organisée, je le rappelle, sous le contrôle du Conseil constitutionnel en vertu de l'article 58 de la Constitution, peut faire l'objet de plusieurs mesures selon le type de risques encourus.

Tout d'abord, la sécurité physique des bureaux de vote sera assurée par une déclinaison spécifique du plan Vigipirate. Ce point revêt une importance particulière dans la période que nous traversons.

Ensuite, la sécurité du système d'information pour les élections fait actuellement l'objet d'un audit complet mené par l'ANSSI. Cela permettra d'identifier les risques éventuels pour notre système électoral ; selon les éléments dont nous disposons, ils sont faibles.

Vous avez eu raison de souligner, monsieur le sénateur, que le risque principal touche aujourd'hui aux atteintes à la e-réputation, à la contamination par des fake news des sites des partis politiques, des collectivités locales ou de l'État, bref des sites qui diffusent des informations sur le processus électoral. On voit bien à quelle vitesse se répandent aujourd'hui de telles fausses informations.

Bien entendu, l'ANSSI a indiqué à chacun des partis politiques et des candidats qu'elle se tenait à leur disposition pour établir un audit de sécurité et mettre à niveau la protection de leurs outils informatiques et internet contre les cyberattaques.

Je voudrais aussi vous assurer de la vigilance totale de nos services de renseignement : il y va de la souveraineté de la France et de sa capacité à organiser le débat démocratique en toute transparence et en toute sécurité en matière d'information de nos concitoyens. Nos services de renseignement, qui ne manquent pas de travail en cette période, sont néanmoins pleinement mobilisés sur cette mission de sécurisation./.

(Source : site Internet du Sénat)